

T-282-76

T-282-76

Mary Mastronardi, Deanna Louise Bucko and Armando Mastronardi, Executors of the Estate of Umberto Mastronardi, deceased (*Plaintiffs*)

Mary Mastronardi, Deanna Louise Bucko et Armando Mastronardi, Exécuteurs testamentaires du défunt, Umberto Mastronardi (*Défendeurs*)

v.

c.

The Queen (*Defendant*)

La Reine (*Défenderesse*)

Trial Division, Gibson J.—Windsor, June 29; Ottawa, July 16, 1976.

Division de première instance, le juge Gibson—Windsor, le 29 juin; Ottawa, le 16 juillet 1976.

Income tax—Subject matter deemed realization of capital gain—Meaning of “immediately before his death” re valuation of property—Income Tax Act, S.C. 1970-71-72, c. 63, s. 70(5) as am.

Impôt sur le revenu—Réalisation présumée d'un gain en capital—Sens donné à l'expression «immédiatement avant son décès» en matière d'évaluation des biens—Loi de l'impôt sur le revenu, S.C. 1970-71-72, c. 63, art. 70(5) et ses modifications.

The owner of certain shares died in 1973; the subject matter of this appeal was the deemed realization of the capital gain in relation to the shares. Since 1972, a five year term insurance policy on the life of the deceased for \$500,000, reducing by \$100,000 each year, was owned by deceased's company. Plaintiffs claimed that the shares had a fair market value of \$323.58 each immediately before the death and that no regard should be had to any value which might be added attributable to the insurance policy. Defendant argued that immediately before death, the policy was worth \$500,000 and such value was to be considered in determining fair market value. Defendant submitted that “immediately before his death” in section 70(5) of the *Income Tax Act* means the instant of death, and on that assumption, the fair market value of the shares would be \$778.59 each, because at the instant of death an informed purchaser would know that the company would receive the \$500,000 from the policy.

Le propriétaire de certaines actions est décédé en 1973; l'appel porte sur la réalisation présumée d'un gain en capital concernant les actions. Depuis 1972, la compagnie du défunt avait une assurance-vie de cinq ans sur le défunt d'un montant stipulé de \$500,000 diminué de \$100,000 chaque année. Les demandeurs ont prétendu que les actions avaient une juste valeur marchande de \$323.58 l'action immédiatement avant le décès et qu'il ne fallait pas tenir compte de la valeur que pouvait y ajouter ladite assurance. La défenderesse a soutenu que la police valait \$500,000 immédiatement avant le décès et qu'il fallait en tenir compte pour établir la juste valeur marchande. Elle a prétendu également que l'expression «immédiatement avant son décès» à l'article 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* désigne le moment du décès, et dans cette hypothèse la juste valeur marchande des actions se serait élevée à \$778.59 l'action puisqu'un acheteur informé aurait su, au moment du décès, que la compagnie devait recevoir \$500,000 de la police.

Held, the appeal is allowed. In this case, after the death, the company obtained the proceeds of the policy which appreciated the fair market value of the shares from \$323.58 to \$778.59. There is a two-step fiction in interpreting section 70(5). First, after death there is a deemed disposition “immediately before . . . death”, and, second, there is a deemed realization of proceeds “equal to the fair market value of the property at that time”. The words “immediately before . . . death” should not be taken to mean the instant of death, nor do they import a necessity of valuing capital property taking into account the imminence of death. No value of the policy should be included in determining the fair market value of the shares.

Arrêt: l'appel est accueilli. En l'espèce, la compagnie a perçu après le décès le produit de la police qui a augmenté la juste valeur marchande des actions de \$323.58 à \$778.59. Il existe une double fiction dans l'interprétation de l'article 70(5). Premièrement, après son décès, le contribuable est réputé avoir disposé du bien en question «immédiatement avant . . . décès», et deuxièmement, la réalisation du produit est réputée «égale à sa juste valeur marchande à cette date-là». On ne doit pas attribuer à l'expression «immédiatement avant . . . décès» le même sens qu'au moment du décès, et cette expression n'oblige pas d'évaluer le bien en immobilisations en prenant en considération l'imminence du décès. Il ne faut pas tenir compte du montant de la police pour établir la juste valeur marchande des actions.

INCOME tax appeal.

APPEL en matière d'impôt sur le revenu.

COUNSEL:

AVOCATS:

J. Ball for plaintiffs.

i

J. Ball pour les demandeurs.

G. W. Ainslie, Q.C., and *O. A. Pyrcz* for defendant.

G. W. Ainslie, c.r., et *O. A. Pyrcz* pour la défenderesse.

SOLICITORS:

PROCUREURS:

Gignac, Sutts, Nosanchuk, Windsor, for plaintiffs.

j

Gignac, Sutts, Nosanchuk, Windsor, pour les demandeurs.

Deputy Attorney General of Canada for defendant.

Le sous-procureur général du Canada pour la défenderesse.

The following are the reasons for judgment rendered in English by

Ce qui suit est la version française des motifs a du jugement rendus par

GIBSON J.: What is the subject matter in this appeal from assessment is a deemed realization of a gain on capital property consisting of certain common shares in Mastronardi Produce Limited because of the death of the owner of these shares on February 20, 1973 while resident in Ontario. Such deemed realization of a gain is statutorily created by section 70(5) of the *Income Tax Act*.

LE JUGE GIBSON: Cet appel est interjeté d'une cotisation portant sur la réalisation d'un bénéfice sur un bien en immobilisations, en l'occurrence, des actions ordinaires dans Mastronardi Produce Limited, par suite du décès du propriétaire de ces actions le 20 février 1973, alors qu'il résidait en Ontario. En effet, aux termes de l'article 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, le contribuable est réputé avoir réalisé ce bénéfice.

By reason of section 70(5) of the Act, the deceased owner is "deemed to have disposed, [of these shares, being capital property] immediately before his death, . . . and to have received proceeds of disposition therefor equal to the fair market value of the property at that time."

En vertu de l'article 70(5) de la Loi, le propriétaire défunt est «réputé avoir disposé, [de ces actions qui constituent un bien en immobilisations] immédiatement avant son décès, . . . et en avoir reçu du fait de sa disposition un produit égal à sa juste valeur marchande à cette date-là».

The applicable "roll-over" provision in respect to the devisees or recipients of these shares from the estate of this deceased owner at the material time was section 70 subsection (5) paragraph (c) of the *Income Tax Act*, S.C. 1970-71-72, c. 63, s. 1 which read:

La disposition applicable «en matière de transfert de biens» au légataire ou donataire de ces actions provenant de la succession du propriétaire défunt était, à l'époque pertinente, l'alinéa 70(5)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, S.C. 1970-71-72, c. 63, art. 1, dont voici le texte:

(c) any person who, by virtue of the death of the taxpayer, has acquired any particular capital property of the taxpayer (other than depreciable property) that is deemed by paragraph (a) to have been disposed of by him shall be deemed to have acquired it at a cost equal to its fair market value immediately before the death of the taxpayer;

c) toute personne qui, en raison du décès du contribuable, a acquis un bien en immobilisations déterminé, appartenant au contribuable (autre qu'un bien amortissable) et dont il est réputé, en vertu de l'alinéa a), avoir disposé, est réputée l'avoir acquis à un prix égal à sa juste valeur marchande immédiatement avant le décès du contribuable;

Since then, section 70 subsection (5) paragraphs (a) and (c) of the *Income Tax Act* have been amended by S.C. 1973-74, c. 14, s. 19, so that each now reads as follows:

Depuis lors, les alinéas 70(5)a) et c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ont été modifiés par S.C. 1973-74, c. 14, art. 19, dont voici le texte:

(a) the taxpayer shall be deemed to have disposed, immediately before his death, of each property owned by him at that time that was a capital property of the taxpayer (other than depreciable property of a prescribed class) and to have received proceeds of disposition therefor equal to the fair market value of the property at that time;

a) le contribuable est réputé avoir disposé, immédiatement avant son décès, de chacun des biens lui appartenant à cette date-là et qui était un bien en immobilisations lui appartenant (autre qu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite) et en avoir reçu du fait de sa disposition un produit égal à sa juste valeur marchande à cette date-là;

(c) any person who, by virtue of the death of the taxpayer, has acquired any particular capital property of the taxpayer (other than depreciable property of a prescribed class) that is deemed by paragraph (a) to have been disposed of by him at any time shall be deemed to have acquired it immediately after that time at a cost equal to its fair market value immediately before the death of the taxpayer;

c) toute personne qui, en raison du décès du contribuable, a acquis un bien en immobilisations déterminé, appartenant au contribuable (autre qu'un bien amortissable d'une catégorie prescrite) et dont il est réputé, en vertu de l'alinéa a), avoir disposé à une date quelconque, est réputée l'avoir acquis, immédiatement après cette date, à un prix égal à sa juste valeur marchande immédiatement avant le décès du contribuable;

The parties have agreed to certain facts, among which are the following:

The Plaintiffs were confirmed as executors and trustees under the Last Will and Testament of the late Umberto Mastronardi. (hereinafter referred to as the deceased), by Grant of Probate dated July 5, 1973 issued by the Surrogate Court of the County of Essex in the Province of Ontario

The deceased died suddenly and without warning of cardiac arrest on February 20, 1973 at which time he was a resident of the Province of Ontario.

(Since 1972, a five year term insurance policy on the life of the deceased Umberto Mastronardi in the face amount of \$500,000 reducing by \$100,000 on each anniversary date was owned by Mastronardi Produce Limited.)

(It is common ground that prior to the death of the deceased, because of the special provisions of this term life insurance policy, that an informed purchaser of the shares of Mastronardi Produce Limited would not pay any more for such shares of that company than he would have if that company did not own this term life insurance policy.) (Mastronardi Produce Limited as the owner of this term life insurance policy on the life of the deceased had assigned it to the bank at the time of death of the deceased but such assignment is irrelevant for the purposes of this appeal.)

In accordance with subsection 70(5) of the *Income Tax Act* as it applied during the 1973 taxation year, the deceased was deemed to have disposed, immediately before his death, of 311.4 common shares in Mastronardi Produce Limited and to have received proceeds of disposition therefor equal to the fair market value at that time.

Without having regard to any value attributable to the life insurance policy in question immediately before the death of the deceased each common share in question would have a fair market value equal to \$323.58.

If the value of the corporation's assets were deemed to be increased by the face amount of the life insurance policy in question immediately before the death of the deceased it is common ground that each common share held by the deceased would have a fair market value equal to \$778.59.

The Minister of National Revenue concluded that immediately before the death of the deceased the value of the policy was not less than \$500,000.00 and that such amount would have to be taken into account in arriving at the net worth of the company and hence the value of the common shares immediately before the death of the deceased.

On re-assessing the deceased's estate in respect of the deceased's 1973 taxation year, notice of which re-assessment was dated July 21, 1975, the Minister of National Revenue

Les parties sont d'accord sur certains faits, et notamment sur les faits suivants:

[TRADUCTION] Les demandeurs ont été confirmés comme exécuteurs et fiduciaires par le testament d'Umberto Mastronardi, (dénommé ci-après le défunt), homologué le 5 juillet 1973 par le tribunal des successions du comté d'Essex dans la province de l'Ontario

Le défunt est décédé subitement d'un arrêt cardiaque le 20 février 1973 alors qu'il résidait dans la province de l'Ontario.

(Depuis 1972, Mastronardi Produce Limited avait une assurance-vie de cinq ans sur le défunt Umberto Mastronardi d'un montant stipulé de \$500,000 diminué de \$100,000 à chaque anniversaire.)

(Il est admis qu'avant le décès du défunt, et en raison des dispositions spéciales de son assurance-vie à terme, un acheteur des actions de Mastronardi Produce Limited, qui serait informé, ne paierait pas plus pour les actions de cette compagnie qu'il ne l'aurait fait si celle-ci n'avait pas cette assurance-vie à terme.) (En tant que propriétaire de cette assurance à terme sur la vie du défunt, Mastronardi Produce Limited l'avait cédée à la banque au moment du décès du défunt, mais cette cession n'est d'aucun intérêt aux fins de cet appel.)

[TRADUCTION] Conformément au paragraphe 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* en vigueur pendant l'année d'imposition 1973, le défunt était réputé avoir disposé, immédiatement avant son décès, de 311.4 actions ordinaires de Mastronardi Produce Limited et avoir reçu, du fait de sa disposition, un produit égal à sa juste valeur marchande à cette date-là.

Abstraction faite de toute valeur attribuable à la police d'assurance-vie en question immédiatement avant le décès du défunt, chaque action ordinaire en question aurait une juste valeur marchande de \$323.58.

Si la valeur des actifs de la société était réputée avoir augmenté du montant stipulé de l'assurance-vie en question immédiatement avant le décès du défunt, chaque action ordinaire détenue par celui-ci aurait une juste valeur marchande de \$778.59.

Le ministre du Revenu national en a conclu que la police ne valait pas moins de \$500,000 avant le décès du défunt et qu'il fallait tenir compte de ce montant pour calculer la valeur nette de la compagnie et par conséquent la valeur des actions ordinaires immédiatement avant le décès du défunt.

En établissant une nouvelle cotisation à l'égard de la succession du défunt pour l'année d'imposition 1973, dont l'avis a été daté du 21 juillet 1975, le ministre du Revenu national a ajouté

added to taxable income a taxable capital gain of \$70,845.05 in respect of the deemed disposition of 311.4 shares of Mastronardi Produce Limited at \$778.59 per share less the valuation day value per share which was \$323.58.

Among other things, the plaintiffs submitted that the capital property of the deceased represented by the common shares of Mastronardi Produce Limited owned by the deceased had a fair market value equal to \$323.58 per share immediately before the death of the deceased and that no regard should be had to any value which might be added to the value of such shares attributable to the said term life insurance policy owned by Mastronardi Produce Limited in the amount of \$500,000.

The respondent in the pleadings submitted that:

... immediately before the death of the deceased, the term insurance policy on his life, which was owned by Mastronardi Produce Ltd., had a value of \$500,000.00, and that accordingly such value is to be considered in the determination of the fair market value of the shares in Mastronardi Produce Ltd. which the deceased was deemed to have disposed of pursuant to subsection 70(5) of the *Income Tax Act*.

In the present *Income Tax Act*, for the first time, there was enacted a scheme of taxation in respect to capital gains and capital losses. (At the same time, the federal estate tax was abolished.) The provisions in respect to capital gains or losses apply in relation to the disposition of property not included in income under section 3(a) of the Act. Some dispositions provided for in the Act are fictional dispositions.

The capital gain, the subject of this appeal, as stated, is the deemed realization of these shares, which deemed realization is statutorily created by the provisions of section 70(5) of the *Income Tax Act*.

The provisions of section 70(5) of the Act require valuation of these shares (1) "immediately before" the death of the deceased, and (2) "equal to the fair market value of [these shares] ... at that time".

Speaking generally, section 70 subsection (5) of the *Income Tax Act* applies not only to capital property which appreciates after death but also to capital property which depreciates after death. For example, in the case of a joint tenancy of land, on the death of one joint tenant, that interest disap-

au revenu imposable un gain en capital de \$70,845.05 pour la réalisation des 311.4 actions de Mastronardi Produce Limited à \$778.59 l'action, moins la valeur par action de \$323.58 au jour d'évaluation.

a Les demandeurs ont prétendu entre autres que les biens en immobilisations du défunt représentés par les actions ordinaires de Mastronardi Produce Limited détenues par le défunt avaient une juste valeur marchande de \$323.58 l'action immédiatement avant son décès et qu'il ne fallait pas tenir compte de la valeur que pouvait y ajouter ladite assurance-vie à terme de \$500,000 de Mastronardi Produce Limited.

c Au cours des plaidoiries, la défenderesse a prétendu que:

d [TRADUCTION] ... l'assurance-vie à terme de Mastronardi Produce Ltd. valait \$500,000 immédiatement avant le décès du défunt et que par conséquent il fallait en tenir compte pour établir la juste valeur marchande des actions de Mastronardi Produce Ltd. dont le défunt était réputé avoir disposé conformément au paragraphe 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

e Pour la première fois, la *Loi de l'impôt sur le revenu* actuelle a prévu un régime d'imposition des gains et pertes en capital. (Simultanément, l'impôt fédéral sur les successions était aboli.) Les dispositions concernant les gains en capital s'appliquent à la disposition de biens qui ne figurent pas dans le revenu en vertu de l'article 3a) de la Loi. Certaines dispositions que prévoit la Loi sont fictives.

f Le gain en capital qui fait l'objet de cet appel est constitué par la réalisation présumée de ces actions, prévue par les dispositions de l'article 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

g Aux termes de l'article 70(5) de la Loi, la valeur de ces actions (1) est égale à leur valeur «immédiatement avant» le décès du défunt, et (2) «égal[e] à [la] juste valeur marchande [de ces actions] à cette date-là».

h D'une façon générale, le paragraphe 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'applique de la même manière aux immobilisations dont la valeur augmente après le décès et celles dont la valeur diminue après le décès. Dans le cas d'une copropriété de terrain, par exemple, la participation d'un

pears and the capital property the joint tenant held during his lifetime depreciates 100% after his death. This result also obtains in other situations as for example in the case of a life interest not secured by way of trust or to any other right being capital property that ceases on death.

In this case, after the death of the deceased Mastronardi Produce Limited obtained the proceeds of the said \$500,000 term life insurance policy which appreciated the fair market value of the shares of that company from an amount equal to \$323.58 per share to a fair market value equal to \$778.59 per share.

In the process of interpreting this statutory provision in relation to the facts of this case, it is apparent that there is a two-step fiction enacted by section 70 subsection (5) of the Act.

The first fiction is that the taxpayer after he dies is deemed to have disposed of the subject property "immediately before his death".

The second fiction is that he is deemed "to have received proceeds of disposition therefor equal to the fair market value of the property at that time".

The problem is to determine what was the legislative concept of section 70 subsection (5) of the Act and apply such to the facts of this case.

The submission of the defendant in relation to the shares of Mastronardi Produce Limited is that they should not be valued anterior to the death of the deceased. Instead, the submission is that the words in section 70 subsection (5) of the Act "immediately before his death" are equivalent in meaning and intent to the instant of death. On that assumption then, it is submitted that the price that would be paid for each of the shares in a transaction between an informed vendor and an informed purchaser would be \$778.59 because at the instant of death an informed purchaser would know that the company would receive the \$500,000 proceeds from the said term life insurance policy.

On the other hand, the plaintiffs submit that the words in that subsection "immediately before his death" refer to a span of time before death which

copropriétaire disparaît à son décès et son bien en immobilisations durant sa vie subit donc une dépréciation de 100% après son décès. C'est ce qui se produit également dans d'autres situations, par exemple dans le cas d'un usufruit qui n'est pas garanti par une fiducie ou tout autre droit représentatif d'une immobilisation qui cesse lors du décès.

En l'espèce, Mastronardi Produce Limited a perçu après le décès du défunt le produit de ladite assurance-vie à terme de \$500,000 qui a augmenté la juste valeur marchande des actions de cette compagnie de \$323.58 l'action à une juste valeur marchande de \$778.59 l'action.

Dans l'interprétation de ces dispositions légales en fonction des faits de l'espèce, il semble que le paragraphe 70(5) de la Loi prévoit une double fiction.

La première énonce que le contribuable est réputé après son décès avoir disposé du bien en question «immédiatement avant son décès».

La deuxième prévoit qu'il est réputé «avoir reçu du fait de sa disposition un produit égal à sa juste valeur marchande à cette date-là».

Il s'agit d'étudier le concept législatif du paragraphe 70(5) de la Loi et de l'appliquer en l'espèce.

La défenderesse prétend qu'il ne faut pas considérer la valeur des actions de Mastronardi Produce Limited avant le décès du défunt. Elle soutient au contraire que l'expression «immédiatement avant son décès», au paragraphe 70(5) de la Loi, équivaut dans son sens et dans son intention au moment du décès. Dans cette hypothèse, on prétend que le prix payé pour chaque action dans une opération intervenue entre un vendeur et un acheteur informés se serait élevé à \$778.59 puisqu'un acheteur informé aurait su, au moment du décès, que la compagnie devait recevoir \$500,000 de l'assurance-vie à terme.

D'autre part, les demandeurs prétendent que l'expression «immédiatement avant son décès» se rapporte à une période antérieure au décès qu'il

is relevant in determining the fair market value of these shares of the subject private company.

A number of English, Australian and Canadian authorities were submitted by the parties, but none of them are of substantial assistance in determining the legislative concept of section 70 subsection (5) of the *Income Tax Act*.

However, after careful consideration of these authorities, of the provisions of section 70 subsection (5) of the *Income Tax Act*, both as it appeared in S.C. 1970-71-72, c. 63 and as it appeared in S.C. 1973-74, c. 14 and of the facts of this case, I have come to the following conclusions:

The words "immediately before his death" in section 70 subsection (5) of the *Income Tax Act* should not be construed as meaning the equivalent of the instant of death; and also those words do not import a necessity of valuing capital property taking into account the imminence of death.

In the subject case, at the date of death of the deceased Umberto Mastronardi, section 70 subsection (5) of the Act, S.C. 1970-71-72, c. 63, prescribed that the deemed realization took place "immediately before [the deceased's] death" and that at that time, as owner, he was deemed "to have received proceeds of disposition therefor equal to the fair market value of the property at that time".

And the "roll-over" provision at the date of death of the deceased in respect to the recipients or the devisees in this case of these shares from the estate of this deceased owner was section 70 subsection (5) paragraph (c) of the *Income Tax Act*, S.C. 1970-71-72, c. 63 and it provided that these persons "acquired" these shares "that is deemed by paragraph (a) to have been disposed of by him shall be deemed to have acquired [these shares] at a cost equal to its fair market value immediately before the death of the taxpayer".

In my view, therefore, in this case, both such valuations must be considered as having taken place at some other time rather than at the instant of death of the deceased and no premise of imminence of death of the deceased should form any part of such valuations.

importe de prendre en considération pour établir la juste valeur marchande des actions de la compagnie privée en question.

^a Les parties ont cité des jugements anglais, australiens et canadiens, mais aucun d'eux ne permet de préciser le concept législatif du paragraphe 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

^b Mais, après un examen attentif de cette jurisprudence, des dispositions du paragraphe 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans S.C. 1970-71-72, c. 63 et S.C. 1973-74, c. 14 et après examen des faits de l'espèce, je suis parvenu aux conclusions suivantes:

^d On ne doit pas attribuer à l'expression «immédiatement avant son décès» au paragraphe 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* le même sens qu'«au moment du décès»; et cette expression n'oblige pas d'évaluer le bien en immobilisations en prenant en considération l'imminence du décès.

^e En l'espèce, le paragraphe 70(5) de la Loi, (S.C. 1970-71-72, c. 63) disposait, à la date du décès du défunt Umberto Mastronardi, que la réalisation avait lieu «immédiatement avant ... décès [du défunt]» et qu'il était réputé à cette époque, en tant que propriétaire, «en avoir reçu du fait de sa disposition un produit égal à [la] juste valeur marchande [du bien] à cette date-là».

^g L'alinéa 70(5)c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, S.C. 1970-71-72, c. 63 était donc la disposition applicable «en matière de transfert de biens» aux donataires ou aux légataires de ces actions appartenant à la succession du défunt au moment de son décès. Cet article disposait que les personnes qui ont «acquis» ces actions «dont il est réputé, en vertu de l'alinéa a), avoir disposé» sont «réputée[s] l'avoir acquis [ces actions] à un prix égal à [leur] juste valeur marchande immédiatement avant le décès du contribuable».

^j J'estime, par conséquent, nécessaire de considérer que ces évaluations ont été effectuées à un moment différent et non pas au moment du décès du défunt et l'imminence du décès ne doit pas intervenir dans ces évaluations.

It follows, therefore, as a result and I so find that the defence as pleaded is untenable, namely that "immediately before the death of the deceased, the term insurance policy on his life, which was owned by Mastronardi Produce Ltd., had a value of \$500,000.00, and that accordingly such value is to be considered in the determination of the fair market value of the shares in Mastronardi Produce Ltd. which the deceased was deemed to have disposed of pursuant to subsection 70(5) of the *Income Tax Act*". On the contrary, the finding is that no value of this term insurance policy is to be considered in the determination of the fair market value of these shares.

Accordingly, this appeal is allowed and the assessment is referred back for further reassessment, not inconsistent with these reasons.

The plaintiffs are entitled to costs.

Either party, by appearance of counsel or under Rule 324, may move for judgment based on these reasons.

Judgment shall not issue until settled by the Court.

Par conséquent, j'estime insoutenable la plaidoirie de la défense, selon laquelle «immédiatement avant le décès du défunt, l'assurance-vie à terme de Mastronardi Produce Ltd. avait une valeur de \$500,000 et il faut tenir compte de ce montant pour établir la juste valeur marchande des actions de Mastronardi Produce Ltd. dont le défunt est réputé avoir disposé conformément au paragraphe 70(5) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*». Je conclus au contraire qu'il ne faut pas tenir compte du montant de cette assurance pour établir la juste valeur marchande de ces actions.

Par conséquent, cet appel est accueilli et la cotisation est renvoyée pour qu'une nouvelle cotisation soit établie conformément à ces motifs.

Les demandeurs ont droit aux dépens.

Les parties peuvent présenter une requête en jugement conformément à ces motifs par comparution des avocats ou conformément à la Règle 324.

Le jugement ne sera pas prononcé avant que la Cour ait décidé de son libellé.